

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la lutte contre le dérèglement climatique, à Lyon le 1er juillet 2015.

Monsieur le vice président de la Commission européenne, je voudrais d'abord vous remercier pour les mots de solidarité que vous avez eus à l'égard de la France après l'acte terroriste qui a été commis ici dans cette région, et qui a profondément marqué les esprits, tant il nous rappelait d'autres attentats qui s'étaient produits au début de cette année en France. Egalement il faisait hélas une triste coïncidence avec d'autres attentats et attaques terroristes en Tunisie et au Koweït.

Face au terrorisme nous devons avoir des principes, mais aussi des actions. D'abord la fermeté. Elle est indispensable, elle est nécessaire. Ensuite le sang froid. Cela vaut pour les gouvernants, cela vaut également pour les peuples, ne pas se laisser entraîner là où les terroristes veulent justement nous égarer. Enfin de la solidarité entre les peuples, entre les Nations, entre les territoires. Nous sommes donc dans le sujet.

Lutter contre le réchauffement climatique, c'est lutter contre les inégalités à l'échelle du monde. C'est lutter contre aussi une dévalorisation de l'humanité. C'est exiger que nous portions nos valeurs là où elles nous rendent encore plus responsables, c'est-à-dire l'avenir de la planète où nous vivons, pour quelque temps.

Je veux aussi saluer le président de la région, Jean-Jack QUEYRANNE, une région si j'ai bien compris à énergie positive avant même que la ministre Ségolène ROYAL en ait fait un drapeau commun. Je veux aussi dire à Gérard COLLOMB que sa ville, je le dis devant la maire de Paris, donc je fais très attention, qui est effectivement au cur de la France, est également une ville qui est d'avant-garde et qui montre l'exemple.

Vous êtes ici des représentants de gouvernements locaux, de régions, de villes, de métropoles, parfois même de villages. Vous portez la même volonté, la volonté d'être utile et d'agir. C'est tout le sens de ce sommet climat-territoires.

Je veux féliciter les organisateurs, les animateurs qui ont fait beaucoup pour donner aussi une dimension humaine parce que quand on lit les textes, y compris pour la préparation de la conférence sur le climat, on a parfois du mal à les comprendre : tellement de concepts, de chiffres, de calculs, où on veut limiter le réchauffement de la planète à 2 degrés mais on ne sait plus quelle est la référence. En tout cas, on veut réduire le réchauffement, c'est déjà pas mal. Oui, il y a tellement de textes qui s'accumulent les uns, les autres, et qui finissent par occulter ce qu'est finalement l'attente des populations, mais surtout l'action des Etats, lorsqu'ils sont responsables, et des territoires, qui eux ont anticipé le plus souvent. C'est ce que vous avez voulu donner comme témoignage.

Je veux saluer aussi les jeunes, non parce qu'ils seraient jeunes c'est un destin qui ne pourra pas les mobiliser très longtemps mais parce qu'ils sont conscients, peut-être plus que d'autres, de la nécessité d'agir. Parce que la planète est quand même pour eux, plus longtemps que pour nous. A cinq mois de la conférence de Paris, votre rencontre, votre sommet est une étape importante. Elle marque une prise de conscience, je savais qu'elle existait, une détermination collective, et vous aurez l'occasion de la marquer à travers la déclaration que vous publierez demain. Votre réunion aussi accélère la mobilisation des territoires du monde entier puisque vous êtes ici représentants de l'ensemble des continents, et parce qu'elle montre que l'action pour le climat est l'affaire de tous, des Etats, des gouvernements, des organisations non étatiques, c'est-à-dire des

est l'affaire de tous, des Etats, des gouvernements, des organisations non étatiques, c'est à dire des entreprises, des associations, et des territoires.

D'abord l'Etat, les Etats doivent prendre leurs responsabilités. A Lima, lors de la COP 20, il y a eu une décision très importante qui a été prise, puisqu'il a été établi que chaque pays devait porter une contribution nationale, pour fixer des objectifs de limitation des émissions de gaz à effet de serre, et c'était une première étape dans les négociations climatiques internationales, qui n'avait jamais été franchie jusque là.

L'Europe a également pris sa responsabilité. Elle a rassemblé tout ce que les Nations qui la composent voulaient produire pour en faire un document commun, un engagement commun, qui a été scellé par le président de la Commission européenne JUNCKER et par le président du Conseil européen TUSK.

Mais cela ne sera pas suffisant. La lutte contre le réchauffement climatique doit également mobiliser tous les territoires. C'est-à-dire aussi fortes que soient les contributions nationales, en réalité aussi vide sera cet engagement s'il n'est pas rempli par les territoires. Donc en tant que chef de l'Etat du pays qui va accueillir la conférence sur le climat, j'attends de vous tous la contribution des territoires à la conférence sur le climat.

Vous avez déjà beaucoup avancé dans cette direction puisque ce sommet de Lyon marque une évolution qui était déjà engagée depuis plusieurs années, depuis la conférence de Bali en 2007, jusqu'au sommet de Rio+20, j'y étais, en 2012. Il y a eu des mobilisations de tous les réseaux de collectivités territoriales, des feuilles de route Climat des gouvernements locaux et internationaux. La maire de Paris a réuni les maires des principales capitales. Il y a eu l'appel de Paris, il y a eu l'appel de Bordeaux, l'appel de Yamoussoukro, l'appel du Québec. Je suis heureux qu'il y ait autant d'appels qu'il y ait de villes, mais faudrait-il encore que cela puisse converger et se rassembler.

Votre rassemblement, justement, c'est un moment de dialogue, d'échange, mais également de propositions. Vous abordez tous les thèmes, ceux de la conférence, la mobilité, le transport, les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, l'économie bas carbone, l'économie circulaire, le financement. Vous avez raison, parce que l'enjeu n'est pas sectoriel, il est global, il s'agit de prendre toutes les dimensions de toute l'organisation économique, sociale, et j'allais dire même politique, pour que nous puissions avoir le résultat.

Votre sommet s'inscrit également dans un processus. Il y a un mois c'était les entreprises du monde qui se réunissaient à Paris à l'UNESCO pour préparer la conférence sur le climat. C'est dans cette conférence qu'il y a eu une déclaration forte pour qu'il y ait un prix du carbone. Maintenant on dit un corridor du carbone. Mais je ne veux pas compliquer l'exercice. Un prix du carbone pour qu'il puisse y avoir ce signal envoyé à tous les acteurs économiques qu'il y a un coût infligé à la planète chaque fois qu'il y a des émissions de CO2. Ce sont les entreprises maintenant qui portent ce principe. Non pas par philanthropie ça peut leur arriver, parce que les entreprises aussi, en tout cas les chefs d'entreprise, les cadres, les salariés sont conscients de l'enjeu mais parce que c'est aussi un élément qui doit leur permettre de faire de meilleurs investissements, de meilleurs choix, et également d'être plus compétitifs grâce à ce prix du carbone.

Il y aura bientôt aussi la conférence des scientifiques du climat, toujours à Paris, pour montrer qu'il n'y a plus de débat sur les causes ou sur même l'existence du réchauffement climatique. Avant il y avait encore quelques esprits qui étaient embrumés ou congelés peut-être, et qui n'avaient pas encore compris que les données scientifiques étaient incontestables. Une nouvelle fois, elles seront rappelées après tant de rapports du GIEC, même si nous savons tout cela, l'opinion publique, les populations doivent être éclairées, éclairées par la science, par la raison, et pas simplement par la peur ou par l'émotion.

Il y aura à la fin du mois de juillet une réunion également à Paris, le sommet des consciences. Ce matin j'ai rassemblé les différents cultes de France qui portaient eux-mêmes une contribution, une déclaration. Qui voulaient aussi être utiles pour soulever un sursaut citoyen de consciences, pour que nous puissions également prendre nos décisions en connaissance de cause.

A la fin du mois de juillet il y aura donc ce sommet des consciences avec les autorités spirituelles,

pour que nous puissions justement éclairer, et donner un message d'espérance mais aussi de combat.

Quel est notre objectif pour la conférence sur le climat à Paris ? Nous, nous voulons - maintenant les principes sont connus une alliance qui puisse reposer sur quatre piliers.

Le premier c'est un accord universel contraignant je prends les mots maintenant usés jusqu'à la corde mais qui signifient quand même ce que nous voulons faire. Universel cela veut dire qui concerne tout le monde. Différencié, cela veut dire que ce ne seront pas les mêmes contraintes ou les mêmes règles qui seront posées selon les pays. On tiendra compte de leur niveau de développement. Et qui soit applicable à tous.

Le deuxième pilier pour l'alliance, si nous voulons réussir l'accord, c'est qu'il y ait des contributions qui soient portées par les pays, et qui soient rassemblées et évaluées avant la conférence. Aujourd'hui, une quarantaine de pays ont déposé une contribution, sur plus de 190. La Chine vient de déposer la sienne, et nous avons rappelé, Nicolas HULOT l'a fait, l'importance de cette contribution. Le Premier ministre chinois, qui est là en ce moment en France, a voulu que ce soit en France qu'il puisse faire connaître la contribution de son pays. C'est une contribution forte, parce qu'elle porte à la fois sur la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, par la limitation voire la suppression à terme du charbon, dans un certain nombre de centrales, et également sur des actions qui doivent viser à réduire l'intensité carbone de la croissance chinoise.

C'est encourageant. D'autres contributions sont en ce moment déposées. On peut imaginer qu'à l'automne prochain 90 % des émissions de gaz à effet de serre seront couvertes par les contributions. Cela vaut pour tous les pays. Le Maroc a déposé aussi sa contribution. Le Gabon l'a fait. Si des pays plus pauvres ont besoin d'accompagnement, la France a déclaré qu'elle pouvait accompagner ces pays à travers l'Agence française de développement pour avoir une qualité dans la contribution, pour chaque pays.

Nous devons aussi, dans cet accord, avoir une dimension de financement. Ce sera le plus important. C'est là que cela va se jouer. En fait, que ce soit pour le climat ou pour d'autres sujets, c'est toujours autour de l'argent, du financement que les choses se font ou ne se font pas. Faut-il encore savoir comment rassembler ces financements et comment les utiliser.

La quatrième dimension de l'accord, c'est vous. C'est l'agenda des solutions, c'est tout ce que vont porter les territoires, les entreprises, les acteurs non gouvernementaux, non étatiques, pour lutter contre le dérèglement climatique.

C'est dans cette partie-là que vous pouvez prendre toute votre place. Vous devez mettre en avant les résultats concrets qui ont déjà été obtenus, ils sont considérables. Vous pourrez montrer les pratiques qui peuvent être justement diffusées, adaptées à la situation de chacun. Les investissements, qui ont déjà été réalisés et qui marchent dans les domaines de l'économie d'énergie, du renouvelable, des déchets, des transports, de la mobilité, de l'économie circulaire, tout ce que vous faites aujourd'hui ou ce que vous avez à l'esprit de faire demain et notamment à travers le concept décisif de villes durables. Parce que dans les pays émergents, dans les pays en développement, c'est la question de l'avenir des villes qui est posée. J'y reviendrai.

Comment réussir ?

Pour ce qui concerne la préparation de la conférence, j'y reviendrai.

C'est-à-dire avoir d'abord une accélération. Ce qui est vrai à l'échelle de chacun de nos territoires est vrai à l'échelle du monde, c'est toujours trop lent. Il y a toujours trop de gens qui veulent attendre, qui veulent passer du temps et cela vaut aussi pour l'actualité européenne : pourquoi renvoyer à plus tard ce qui peut être fait aujourd'hui. Trop de temps est perdu. Pour la négociation sur le climat, si on n'accélère pas le processus, on aura un texte beaucoup trop tard. Premier point, il faut donc accélérer. Deuxième point, il faut mobiliser les chefs d'Etat et de gouvernement. Ce sera l'occasion notamment de l'Assemblée générale des Nations Unies au mois de septembre, de pouvoir le faire.

Puis il faut aussi que vous, vous puissiez vous organiser. D'abord fédérer vos initiatives, rassembler les moyens qui sont aujourd'hui trop dispersés. Le sommet de Lyon, de ce point de

vue est très important. Ensuite, nous devons recenser les initiatives et les pratiques qui marchent. C'est la plateforme dite NAZCA. J'ai découvert ce concept aussi aujourd'hui. « Non state actor zone for climate action ».

Cela s'appelle NAZCA. Cela change tout. Il faut faire le NAZCA, puisque cela permettra d'avoir une évaluation reconnue par tous pour les contributions des acteurs non étatiques. De manière à ce que nous puissions évaluer, noter, et pouvoir donc diffuser.

L'Agence française en charge de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, l'ADEME, justement met au point une méthode permettant de faire cette évaluation.

Il faut ensuite rassembler les ressources et les moyens. Donc faire droit à votre proposition qui est que les collectivités locales, les gouvernements locaux, les territoires puissent accéder directement au fonds. Aux fameux 100 milliards de dollars que nous devons rassembler pour 2020.

Ces 100 milliards viendront. Il y a le fonds vert qui est une toute petite partie, 10 milliards de dollars, il y a tous les autres fonds, toutes les autres ressources qui doivent être mobilisées : publiques, privées, des institutions internationales, les banques, les entreprises, les Etats. 100 milliards qui doivent être chaque année mis au service des investissements, des technologies pour la transition énergétique et écologique.

Qui accèdera à ces fonds ? Il faut donc qu'une partie de ces fonds puisse être directement accessible aux gouvernements locaux, aux collectivités territoriales, aux territoires. C'est l'enjeu majeur.

Il faut toujours s'imposer les règles qu'on édicte à l'échelle internationale pour soi-même. En France, nous avons donc d'abord fait voter une loi. En France, tout commence par une loi. On ne sait pas comment ça se termine, mais ça commence toujours par une loi. C'est la loi sur la transition énergétique et écologique.

Cette loi permet de dégager un fonds, qui n'est pas le seul, sur lequel les collectivités locales pourront puiser, mais qui est un des fonds, et c'est le fonds de transition énergétique. Les territoires ont été appelés dans le cadre du projet à énergie positive, exactement ce que nous proposons pour le monde. Je crois qu'il y a 500 villes et territoires en France qui ont répondu à l'appel, et 216 qui sont déjà en cours de signature.

Cela pourra générer 1 ou 2 milliards d'euros très rapidement de travaux, créer, on parle de 100 000 emplois dans le secteur du bâtiment, des énergies renouvelables, de l'économie circulaire, des nouvelles technologies, ce que nous avons vu d'ailleurs tout à l'heure à Lyon en était l'illustration.

La Caisse des Dépôts son directeur général est là va mettre en place 15 milliards d'euros pour le financement de la transition écologique et énergétique. L'Europe, c'est le plan JUNCKER, même esprit, dégager des fonds supplémentaires pour les infrastructures, pour les énergies renouvelables, pour également l'efficacité énergétique, l'économie circulaire, les transports. Pour le monde, nous devons avoir ces fonds-là à un niveau encore plus important, mais essentiellement dédiés aux pays en développement et aux pays qui veulent accéder aux technologies.

Parce que la lutte contre le réchauffement climatique peut être une opportunité pour les pays développés de croissance, pour les pays en développement et les pays émergents d'avoir aussi un bien-être et des technologies qui puissent leur permettre de gagner du temps par rapport aux pays les plus riches et de partager donc les technologies.

Je veux insister sur l'enjeu urbain, parce qu'il est majeur. D'ici 2050, les villes dans le monde devraient accueillir ce sont vos chiffres les deux tiers de l'Humanité et donc émettre 70 % de rejets de CO2. En 2050, la population mondiale dépassera 10 milliards d'habitants, essentiellement dans les villes. Ces chiffres donnent le vertige, d'une double façon.

D'abord, que vont devenir les espaces ruraux ? Est-ce que ce seront des espaces vides ? Des espaces désertiques ? Des espaces où il n'y aurait plus de vie possible ? Donc, pas d'alimentation, pas d'agriculture ? Pas de capacité à pouvoir être autonome, indépendant ? Nourrir la planète, cela fait partie aussi de l'enjeu de la Conférence sur le climat. C'est en ce moment l'Exposition universelle de Milan, qui en a fait son ambition. Le premier enjeu avant de parler des villes, c'est de parler des espaces ruraux.

parier des villes, c'est de parier des espaces ruraux.

Ensuite, nous devons faire des villes différentes de celles qui existent aujourd'hui. Des villes qui sont déjà construites, d'une certaine façon, il s'agit de les reconverter, ce n'est pas facile, de réhabiliter les logements, de mettre de l'efficacité énergétique. Mais les villes qui ne sont pas encore construites, car dans les pays émergents et les pays en développement, ce sont des villes futures que nous avons à préparer. Comment seront bâties ces villes ? Comment seront-elles organisées ? Si c'est la reproduction de ce que nous voyons aujourd'hui, c'est une fatalité pour la planète. Ce sont les mêmes villes, partout, avec les mêmes gaspillages, avec les mêmes modes de construction, avec les mêmes oublis sur le rapport à l'autre et la capacité de pouvoir développer une démocratie du quotidien.

Vous, les territoires, vous devez prendre votre part dans la construction de ces villes durables. J'ai voulu que nous puissions, à travers l'Agence française de développement, être à l'innovation pour ces villes durables. Nous avons voulu aussi qu'il puisse y avoir au niveau européen et au niveau mondial une organisation qui nous permette de mettre nos technologies, nos entreprises, nos modes de développement au service des pays les plus pauvres.

Je veux terminer pour vous appeler, vous aussi, à prendre votre part dans la négociation. Cette négociation, je vous l'ai présentée, elle est très compliquée, sur le contenu même de l'accord, chacun le sait. Elle est très compliquée dans son organisation, dans sa visibilité.

Où se passe la négociation ? Il y a aujourd'hui deux négociateurs qui sont chargés par les Nations unies de faire ce travail d'élaborer un texte, avec des représentants de tous les pays. Il y a également l'ONU qui joue son rôle et je veux saluer le leadership de Ban Ki-Moon là-dessus. Il y a le rôle des Etats et des Gouvernements qui seront sollicités, ou tout de suite avant la conférence ou dans la conférence. Parfois, dans la conférence, il est trop tard, c'est ce qui s'est passé à Copenhague la dernière fois.

Il y a les territoires et je veux que vous soyez associés à cette conférence. D'abord, cette conférence, elle est liée à une autre conférence qui est celle sur le développement, dont une réunion très importante va se tenir à Addis-Abeba, le 13 juillet, qui va elle-même trouver son aboutissement lors de l'Assemblée générale des Nations Unies. Il faut lier le développement et le climat.

Mais il faut aussi qu'à Paris, pendant tous les jours qui précéderont la conclusion, il puisse y avoir cette mobilisation. Il y aura donc des événements importants. Il y aura un événement pour la jeunesse, puisqu'à la fin du mois de novembre, il y aura la Conférence sur la jeunesse. Le ministre KANNER en est, pour partie, chargé, avec d'autres, où il y aura plusieurs milliers de jeunes qui seront présents, de tous les pays du monde. Il faut qu'il y ait cette image et cette volonté, cette implication.

Il y aura une journée dans la conférence qui sera uniquement consacrée aux territoires, où les territoires ne prendront pas seulement la parole, mais participeront à l'élaboration de la négociation et donc de sa conclusion.

Nous ne réussissons pas séparément. Il y a la volonté locale, celle que vous portez. Il y a la volonté nationale, ici, en France. Il y a, au-delà des sensibilités politiques, aujourd'hui une volonté qui s'exprime de vouloir que Paris soit un succès. Il y a la volonté européenne, elle est là. Et puis, il y a la capacité du monde à se mettre d'accord.

Mais s'il n'y a pas à un moment la traduction de cette volonté sur les territoires, la conférence, même si elle est un succès, même si elle aboutit à un accord, ne se traduira pas dans la vie de nos populations, et ne pourra pas avoir une portée sur les décennies à venir.

Je vous appelle, à mon tour, à prendre toute votre part dans la négociation et à prendre toute votre part dans la réussite de l'accord, et surtout dans la vie de la planète que vous avez aujourd'hui en charge. Merci.